

COLLOQUE  
INTERNATIONAL

Siège de l'Unesco  
125 av. de Suffren  
Paris 7<sup>e</sup>

Quel travail  
pour une  
transition  
écologique  
solidaire ?

20  
21  
22  
mai  
2019

The future  
of work within  
the ecological  
transition ?



CERAS



# ÉDITO DE L'ÉQUIPE DU CERAS

L'urgence environnementale comme l'accélération des transformations sociales et technologiques ébranlent bien des tâches et des professions. Comment assurer à chacun un travail digne, tout en préservant notre maison commune ? Cette interrogation centrale regroupe de nombreuses questions : double peine des travailleurs exploités en milieu pollué, émergence du travail robotisé, travail du « *care* », nouvelles économies solidaires, responsabilité sociale et environnementale des entreprises, rôle des religions...

**Le travail offre une possibilité extraordinaire d'épanouissement personnel – mais souvent entachée par des conditions indignes, un salaire indécent, une course au CDI, des relations professionnelles difficiles, un rythme inhumain.**

Le Centre de recherche et d'action sociales (Ceras) a coordonné un travail de recherche-action sur l'avenir du travail dans la transition écologique, au croisement des intuitions du travail décent et vert porté par l'Organisation Internationale du Travail et de l'écologie intégrale promue par le pape François dans l'encyclique *Laudato si'*. Dans ce cadre, il est apparu clairement que le travail, qui inclut tout un lot d'activités au-delà de l'emploi rémunéré, rassemblait des réalités extrêmement diverses, mais aussi que certaines situations étaient vécues de façon fort similaire aux quatre coins du globe. Nous avons pu mettre en lumière

l'importance du travail pour chacun – mais aussi sa mise en danger, à l'ère de l'ubérisation, de la crise écologique, de mouvements migratoires et de la robotisation.

Le travail offre une possibilité extraordinaire d'épanouissement personnel – mais souvent entachée par

des conditions indignes, un salaire indécent, une course au CDI, des relations professionnelles difficiles, un rythme inhumain. Le travail revêt une valeur sociale : de collaboration, de création d'un monde commun, de relations. De ce fait, il cristallise aussi des situations inégalitaires. La valeur environnementale du travail apparaît avec force depuis quelques décennies, au cours desquelles nous avons compris l'impact (positif ou négatif) des activités humaines sur les écosystèmes et le climat. Finalement le travail se doit d'être pensé comme le lieu privilégié où ces trois aspects (dignité personnelle, valeurs sociale et environnementale) se lient : l'affinité est grande entre la dignité du travailleur (notamment sa capacité à être responsable et créatif) et sa contribution au soin des autres et de la planète ; le lien est fort également entre le travail « bien fait », dont on est fier, et le temps disponible pour la relation humaine et l'orientation autonome de son activité ; la corrélation est troublante enfin entre l'exclusion sociale et l'exposition aux risques environnementaux. Pour cette raison, le travail est un lieu privilégié pour « écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres » (*Laudato si'* §49).

Aussi bien, il importe de se poser la question du travail que nous voulons pour demain. Doit-on continuer à jauger nos activités et la possibilité de reconnaissance sociale à l'aune de la seule valeur économique ? Comment faire pour valoriser les activités « utiles », socialement et écologiquement, et dévaluer les activités destructrices des personnes, du lien social et des écosystèmes ? Ce colloque cherche à articuler une compréhension du travail qui facilite la transition écologique et assure à chacun les conditions dont il a besoin pour atteindre une qualité de vie décente. Il se clôturera sur la présentation d'un manifeste pour un travail souhaitable.

**La valeur environnementale du travail apparaît avec force depuis quelques décennies, au cours desquelles nous avons compris l'impact (positif ou négatif) des activités humaines sur les écosystèmes et le climat.**

**Doit-on continuer à jauger nos activités et la possibilité de reconnaissance sociale à l'aune de la seule valeur économique ?**

## La trajectoire globale de nos sociétés n'est pas soutenable...

D'après le Global Footprint Network, il faudrait **1,7 planète Terre pour subvenir à la consommation globale de ressources renouvelables** de l'année 2017. Le chiffre est symbolique, mais le phénomène qu'il désigne est bien réel. **Au moins 31 % des stocks mondiaux de poissons sont surpêchés**<sup>1</sup>, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent se reconstituer d'année en année, entraînant un épuisement progressif des populations de poissons. **En 2015 la FAO estimait qu'un tiers des sols mondiaux étaient dégradés**<sup>2</sup>.

## ... Or des centaines de millions d'emplois dépendent fortement de l'environnement.

**Selon l'OIT, en 2014 environ 1,2 milliard d'emplois – 40 % de l'emploi mondial – étaient fortement dépendants de processus naturels**<sup>3</sup>. Les écosystèmes fournissent de nombreux « services » aux sociétés humaines : le cycle de l'eau, du carbone, la vie du sol, la pollinisation sont parmi les plus connus. Si la part des emplois dépendant directement de services écosystémiques varie d'un continent à l'autre, globalement, la plupart relèvent de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, du textile, de la chimie ou du tourisme. Il faut ajouter à cela tous les emplois indirectement liés ; par exemple les fournisseurs de matériel agricole, les services qui bénéficient de l'afflux de touristes...

D'autre part, l'OIT montrait qu'entre 2000 et 2015, **23 millions d'années de travail étaient perdues chaque année**, en conséquence de divers aléas environnementaux causés ou amplifiés par l'activité humaine<sup>4</sup>. Cela nous rappelle que l'économie mondiale est dépendante de l'environnement naturel, qu'on le veuille ou non.

## La transition écologique se fera-t-elle contre l'emploi ?

**D'après les scénarios de l'OIT<sup>5</sup>, une transition mondiale du secteur énergétique vers un modèle décarboné entraînerait la création nette de 18 millions d'emplois, principalement dans la construction et les énergies renouvelables.**

Ce chiffre est obtenu en tenant compte des connexions entre industries et des 6 millions d'emplois qu'une telle transition détruirait, soustraits aux 24 millions d'emplois qu'elle engendrerait.

## L'action en faveur des populations vulnérables n'est pas incompatible avec la protection de l'environnement

Les dispositifs de Paiements pour préservation des services écosystémiques (PPSE) peuvent permettre d'encourager des usagers à préférer la conservation des milieux plutôt que leur surexploitation. En effet, confrontés à une insécurité financière voire alimentaire, ils seront poussés à dégrader leurs terres pour dégager à court-terme un revenu plus important : déforestation, surpâturage, surpêche... Que la société reconnaisse l'importance de milieux naturels préservés implique de verser à ces personnes une rémunération reflétant la préférence pour une ressource utilisée durablement plutôt que surexploitée. Ainsi, au Mexique, 78 % des paiements d'un programme pour la protection des forêts ont été versés à des personnes en situation de marginalisation « élevée voire très élevée »<sup>6</sup>, ce qui permet à la fois d'améliorer leurs conditions de vie et de préserver les forêts mexicaines.

Reconnaître et protéger les droits des populations indigènes à vivre décemment sur leurs terres, c'est aussi une opportunité de préserver l'environnement : le taux de déforestation en Amazonie brésilienne entre 2000 et 2012 était de 0,6 % sur les terres indigènes, contre 7 % ailleurs<sup>7</sup>.

1 | FAO, 2016. "The State of World Fisheries and Aquaculture 2016". Rome, Food and Agriculture Organization.

2 | FAO, 2015. "Status of the world's soil resources". Rome, Food and Agriculture Organization.

3 | ILO, 2018. "World Employment and Social Outlook 2018: Greening with jobs". Geneva, International Labour Office.

4 | Ibidem

5 | Ibidem

6 | Schwarzer, C.V. Panhuys et K. Diekmann, 2016. "Protecting people and the environment: Lessons learnt from Brazil's Bolsa Verde, China, Costa Rica, Ecuador, Mexico, South Africa and 56 other experiences". Genève, BIT.

7 | Stevens, R. Winterbottom, J. Springer, et K. Reytar. 2014. "Securing Rights, Combating Climate Change: How Strengthening Community Forest Rights Mitigates Climate Change". Washington, DC: World Resources Institute.

# ORIGINE, INSPIRATION ET DÉMARCHE DU COLLOQUE

**En cette année 2019, l'Organisation internationale du travail (OIT) célèbre son centenaire. À cette occasion, le Centre de recherche et d'action sociales (Ceras) tiendra un colloque de trois jours en mai 2019, en partenariat étroit avec le Bureau international du travail (BIT), sur le thème « Quel travail pour une transition écologique solidaire ? ». Cet événement est né de plusieurs inspirations :**

- Depuis sa création, l'OIT n'a cessé de chercher ce qui faisait la dignité des travailleurs, et la place qu'avait et que devait prendre le travail dans des sociétés en mutations. La spécificité de l'OIT est d'être un organisme tripartite, qui réunit gouvernements, travailleurs et employeurs. Nous en avons tiré la conviction qu'il faudrait rassembler des parties prenantes de tous horizons, en ajoutant un quatrième type d'acteurs : la société civile (associations et mouvements).

- Les **Objectifs de développement durable** (ODD) de l'ONU rappellent la tâche commune que nous avons de faire converger « travail décent », croissance économique et préservation de la planète. Avec l'OIT, nous avons exploré ce lien

entre des questions que l'on est parfois tenté de séparer, voire d'opposer, tout en interrogeant leur pertinence : assurer un travail décent à chacun implique-t-il encore une croissance de l'économie mondiale ? Que doit-on considérer comme un travail, et comment en mesurer la valeur ?

- Depuis l'encyclique *Rerum Novarum* (1891), **l'Église a tenu un discours sur le travail**, tant dans ses implications personnelles que collectives. Cet encouragement d'un développement économique et social plus inclusif est devenu particulièrement visible avec la publication de *Populorum Progressio* en 1967. Dans le prolongement de cet héritage, l'encyclique *Laudato si'* (2015) du pape François apporte une dimension écologique approfondie au débat.

Le constat est clair : il importe de repenser le travail à l'aune des urgences sociales et environnementales, et donc de faire évoluer nos deux principaux cadres normatifs, que sont ces instances internationales et l'Église catholique. Dans cet effort de réinvention, **nous n'avons pas voulu nous limiter à la recherche académique** et n'avons pas souhaité non plus inventer le futur du travail en le rêvant. C'est pourquoi nous avons conçu le projet d'une recherche-action internationale, pour **considérer les réalités vécues et les solutions portées par les travailleurs du monde entier**. Pendant deux ans, représentants d'associations, syndicats, ONGs, mouvements d'Église, cadres, entrepreneurs et universitaires de tous les continents se sont associés à cette réflexion, partageant les constats, les besoins et les solutions locales, et construisant des réponses collectives. Pour rendre compte de ce travail, nous avons souhaité organiser un

événement de grande ampleur et ouvert à tous, dans l'enceinte hautement symbolique qu'est l'Unesco. Le programme a été constitué de telle sorte qu'il reflète la diversité des acteurs et des situations réunies dans la recherche-action : des **acteurs de terrain du monde entier** seront présents et discuteront avec les chercheurs invités, et avec le public.

**Notre colloque a aussi été conçu pour laisser une large part à l'implication du public, avec l'alternance de conférences plénières et d'ateliers en petits groupes.** Ils permettront de discuter constats et propositions, à partir de l'expérience de nos partenaires : Secours catholique-Caritas France, Territoire Zéro Chômeurs, CCFD-Terre Solidaire, CFTC, Ressources humaines sans frontières, Ibero-American Union of Workers, Indian Social Institute, Mouvement chrétien des cadres et dirigeants, et bien d'autres... Désireux que notre démarche, portée par des acteurs engagés, participe à renouveler le rapport au travail et à mettre en mouvement la société, nous avons écrit un Manifeste du travail souhaitable qui sera présenté en conclusion du colloque.





# Programme du colloque



## Session d'ouverture

9 h 30 **Mot d'accueil**

**Marcel Rémon**

(Ceras)

9 h 40 **Présentation  
du projet général**

« *The future of work. Labour after  
Laudato Si'* »

**Pierre Martinot-Lagarde**

(OIT)

10 h **Introduction**

Comment travail et écologie sont-ils liés dans les deux grands cadres de référence de ce colloque : l'Organisation internationale du travail et la doctrine sociale de l'Église ?

**Cyril Cosme**

(OIT)

**Mgr Héroard**

(président de la commission sociale de la COMECE)

11 h **Pause**

11 h 30 **Plénière**

**Comment le travail est-il en lien avec une souffrance sociale et une destruction environnementale ?**

*Voir le travail comme un lieu privilégié pour comprendre le lien entre enjeux sociaux et environnementaux.*

**Vandana Shiva**

(Research Foundation for Science, Technology and Natural Resource Policy)

## Pourquoi les réalités écologiques et sociales appellent-elles une refonte du travail de demain ?

14 h 30 **Plénière**

**Comment ajuster le travail aux limites écologiques et sociales ?**

*L'urgence de prendre en considération l'impact sociétal et environnemental du travail ?*

**Yves Clot**

(CNAM)

*Santé au travail et santé publique : la qualité du travail refoulée ?*

**Gaël Giraud**

(CNRS)

*Les grands enjeux du travail pour rester dans une doughnut economy*

**Animation Meike Fink**

(Réseau Action Climat)

15 h 45 **Déclamation de la  
Déclaration de Philadelphie**

16 h **Pause**

16 h 30 **Sessions parallèles**

**SESSION N°1**

Précarité et exposition aux risques : la double peine socio-environnementale

*Les personnes les plus défavorisées socialement sont-elles aussi les plus exposées aux risques environnementaux ? Que comprendre de cette situation de « double peine » dans le travail ?*

**Denzil Fernandes**

(Indian Social Institute)

**Un.e représentant.e d'une association de soutien aux agriculteurs**

**Hyacinthe Naré**

(Centre de recherche et d'action pour la paix, The International Council on Clean Transportation, Ouagadougou)

**Modération Guillaume Almeras**

(Secours Catholique – Caritas France)

**SESSION N°2**

Les freins à la transition écologique

*Urgence sociale, course au CDI, accélération des rythmes de travail, impératif de compétition... Identifier ce qui nous empêche de prendre à bras le corps les défis environnementaux dans le travail.*

**Cécile Renouard**

(Campus de la transition, ESSEC-Paris)

**Martin Lesage**

(Réseau d'autopartage Citiz)

**Floriane Rodier**

(JOC)

**Modération Bertrand Hériard  
Dubreuil**

(MCC)

**SESSION N°3**

La fragmentation sociale par le travail

*Segmentation des chaînes de valeur, lean management, frontière floue entre vie professionnelle et vie privée : autant de facteurs qui peuvent contribuer à la fragmentation sociale. Comment y faire face ?*

**Bertrand Ballarin\***

(Michelin)

**Martine Combemale**

(Ressources humaines sans frontières)

**Paul Dembinksi**

(Observatoire de la finance)

**Modération Hervé Bry**

(CFTC Métallurgie)

**SESSION N°4**

La transition écologique dans le travail, face à la raison économique

*Comment passer de l'entreprise prédatrice à l'entreprise bienfaitrice ? De chaînes de production opaques à une responsabilité claire des entreprises ? D'un travail humain considéré comme un coût à sa prise en compte comme un actif dans la comptabilité des entreprises ?*

**Sophie Gaudeul**

(CFDT)

**Samuel Jubé**

(IEA Nantes)

**Alexandre Poidatz**

(Oxfam)

**Modération Lucile Leclair\***

18 h **Fin**

8 h 30 **Accueil des participants**

## Repenser le travail dans le respect de la planète

9 h **Fil rouge**

(dont résumé des ateliers de la veille)

9 h 15 **Plénière**

### Quelles sont les nouvelles frontières du travail pour une transition écologique solidaire ?

*Comment le monde du travail peut-il être amené à changer pour qu'une transition écologique et sociale se mette effectivement en place ? La transition écologique est-elle une occasion favorable pour mettre en avant la valeur positive du travail ?*

**Pierre-Michel Menger**

(Collège de France)

**Éloi Laurent**

(Observatoire français des conjonctures économiques)

**Animation Benoît Guillou**

(Revue Projet)

10 h 30 **Pause**11 h **Sessions parallèles****SESSION N°5**

Le travail est-il, par essence, une forme de soin ?

*Pour faire face aux défis sociaux et environnementaux de notre temps, faut-il mettre en valeur la part de soin (des autres et de la planète) présente dans toute activité de travail ?*

**Gilles Vermot Desroches**

(Schneider Electric, directeur du développement durable)

**Yves Schwartz**

(Professeur émérite de l'Université de Provence)

**Emmanuel Gabellieri**

(Université Catholique de Lyon)

**Modération : Patrice Le Roué**

(CFTC)

**SESSION N°6**

Comment penser le travail à grande échelle ?

*Aux initiatives locales, on oppose souvent la complexité des chaînes de production, la nécessité de la compétition internationale, la responsabilité des Etats, organisations supranationales et firmes multinationales. Comment le travail peut-il*

*honorer le défi de la transition écologique à grande échelle ?*

**Clément Séhler**

(Institut Mines Télécom)

**Emilce Cuda**

(Pontificia Universidad Católica de Argentina)

**Nayla Ajaltouni**

(Éthique sur l'étiquette)

**Modération Camila Perruso**

(Collège de France)

**SESSION N°7**

Comment mettre l'humain et le bien commun au centre du travail ?

*L'économie mondialisée a tendance à assujettir travailleurs et écosystèmes à sa loi. Comment inverser cette relation, et concevoir un travail qui soit pour l'humanité et le bien commun ?*

**Bert de Wel**

(International Trade Union Confederation)

**Daniel Le Guillou**

(Territoires zéro chômeur de longue durée)

**Gabriel Mendoza**

(CIAS)

**Modération Andy Predicala**

(JOIC-IYCW)

**SESSION N°8**

Le collectif pour penser un travail respectueux de la planète.

*Comment l'appartenance communautaire (familiale, sociale, culturelle) peut-elle contrer la fragmentation sociale due au travail, et changer ce dernier pour l'adapter aux besoins de la transition écologique ?*

**François Dupuy**

(sociologue des organisations)

**Andres Ignacio / Pedro Walpole**

(Institute of Environmental Science for Social Change)

**Véronique Lucas**

(INRA)

**Modération Pierre-Jean Cottalorda**

(Campus de la transition)

## Transition écologique : au boulot !

14 h 30 **Plénière**

### Comment valoriser les activités « utiles » ?

*Face à la prolifération des « bullshit jobs », comment permettre l'émergence de métiers à forte plus-value sociale et environnementale ? Et comment les valoriser, socialement et financièrement ?*

**David Graeber**

(London School of Economics)

**Discutant Louise Roblin**

(Ceras)

**Animation Swann Bommier**

(CCFD-Terre Solidaire)

16 h **Pause**16 h 30 **Débats parallèles****DÉBAT N°1**

Faut-il relocaliser la production ?

*Impact écologique des transports, course des entreprises aux pays les moins-disants socialement et écologiquement pour y installer leur production... Les critiques de l'économie mondialisée sont nombreuses. Pour autant faut-il souhaiter que la production soit uniquement locale ?*

**Séverine Roulet Furnemont\***

(Laboratoires Pierre Fabre)

**Mireille Viora**

(Ministère de la Transition écologique et sociale)

**Frédéric Amiel**

(Institut du développement durable et des relations internationales)

**Modération Christophe Alliot**

(Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne)

**DÉBAT N°2**

Vers une protection sociale et écologique

*Peut-on vraiment penser le financement de la transition écologique indépendamment de la protection sociale ? Par ailleurs, dans l'effort de valoriser les activités « utiles », comment penser la protection des travailleurs non employés mais à forte plus-value sociale et environnementale ?*

**Aurore Lalucq**

(Institut Veblen)

**Johannes Siegrist**

(Université de Düsseldorf)

**Emmanuel Combet**

(ADEME)

**Modération Jean Merckaert**

(Secours Catholique-Caritas France)



**DÉBAT N°3**

Quelle mission et quelle responsabilité pour l'entreprise ?  
*L'entreprise, qui n'a pour l'instant aucune définition juridique, a-t-elle pour unique mission de faire du profit ? Quel est son rôle économique, politique, et sociétal ?*

**Blanche Segrestin**

(Mines-ParisTech)

**Swann Bommier**

(CCFD-Terre solidaire)

**Alice Peyrard**

(Veolia, direction du développement durable)

**Modération Martin Monti-Lalaubie**

(Revue Projet)

**DÉBAT N°4**

Transition écologique dans le travail : transition technologique ?  
*La transition écologique dans et par le travail passera-t-elle par l'assimilation d'une technologie « verte », ou sera-t-elle l'occasion d'une plus grande sobriété technique ?*

**Peter Warrian**

(Lupina Foundation)

**Diego Silva**

(Health Science, Fraser University, Vancouver)

**Dominique Lucas**

(Renault)

**Xavier Ricard Lanata**

(Agence française de développement)

**Modération Bernard Perret**

**DÉBAT N°5**

Le rôle des religions comme facteurs de changement  
*Dans le changement de mentalité nécessaire à une transition écologique efficace, quel est le rôle des religions ? Comment les concilier avec l'exigence de laïcité sur le lieu de travail ?*

**Rabbi Awraham Soetendorp**

(Institute for Human Values)

**Martin Kopp**

(GreenFaith)

**Elena Lasida**

(Institut Catholique de Paris)

**Modération Guillermo Kerber**

(Service de la Formation, Eglise Catholique Romaine - Genève)

**18 h Fin**

**8 h 45 Accueil des participants**

**Le travail pour une transition écologique solidaire**

**9 h Fil rouge**

(dont résumé des ateliers et débats)

**9 h 30 Plénière**

**Que serait un travail digne de l'humanité et de la Terre ?**

**Moussa Oumarou\***

(OIT)

**Mgr Jorge Lugones**

(Président de la pastorale sociale en Argentine)

**Mgr Bruno-Marie Duffé**

(Dicastère pour le service du développement humain intégral)

**Animation La Croix**

**10 h 45 Manifeste pour un travail souhaitable**

*Présentation du Manifeste issu de la recherche-action internationale préalable au colloque : deux ans de réflexion collective sur le travail dans la transition écologique, avec des représentants d'associations, d'ONG, de syndicats, de centres d'actions sociales, de mouvements divers.*

**11 h Pause**

**11 h 30 Plénière**

**Réactions au Manifeste, et convergences**

**Dominique Potier**

(député)

**Philippe Portier**

(CFDT)

**Emmanuel Forest\***

(Directeur-général adjoint de Bouygues)

**Luc Cortebeek**

(Syndicaliste, Ancien Vice-Président du Conseil d'administration de l'OIT)

**Animation Antoine Bellier**

(RCF)

**12 h 45 Ouverture conclusive**

**13 h 15 Cocktail final**

# LES INTERVENANTS

## Jour 1

### **Pierre Martinot-Lagarde**

(OIT)

Jésuite, conseiller spécial pour les questions socio-religieuses au Bureau international du travail (le secrétariat permanent de l'OIT). Il a été directeur du Centre de recherche et d'action sociales (Ceras, qui publie la *Revue Projet*) de 2003 à 2008.

### **Cyril Cosme**

(OIT)

Ancien élève de l'ENA, il a travaillé au ministère du Travail avant de rejoindre le Secrétariat général aux affaires européennes (SGAE) comme chef du secteur Travail-Emploi-Social-Culture. En 2012 il reprend ses fonctions au sein des ministères sociaux en qualité de Délégué aux Affaires européennes et internationales (DAEI). Le 1<sup>er</sup> novembre 2014, il prend ses fonctions de Directeur du Bureau de l'OIT pour la France.

### **Mgr Antoine Hérouard**

(président de la commission sociale de la COMECE)

Secrétaire de la Conférence des évêques de France de 2005 à 2013, il a été recteur du séminaire français de Rome. Ordonné évêque auxiliaire de Lille en 2017, il est le représentant des évêques français à la Commission des épiscopats de la communauté européenne (COMECE).

### **Vandana Shiva**

(Research Foundation for Science, Technology and Natural Resource Policy)

Écologiste, écrivaine et militante féministe indienne. Elle dirige la Research Foundation for Science, Technology and Natural Resource Policy. Militante écologiste et altermondialiste connue mondialement, Vandana Shiva a reçu le prix Nobel alternatif en 1993, « pour avoir placé les femmes et l'écologie au cœur du discours sur le développement moderne », ainsi que le Grand Prix de la culture asiatique de Fukuoka en 2012.

### **Yves Clot**

(CNAM)

Professeur émérite de psychologie du travail au CNAM, et membre du Centre de recherche sur le travail et le développement. Son livre *Le Travail à Coeur : pour en finir avec les risques psychosociaux* a été élu meilleur ouvrage d'expert sur le monde du travail en 2011.

### **Gaël Giraud**

(CNRS)

Économiste français spécialisé en économie mathématique, membre de la Compagnie de Jésus et chef économiste de l'Agence française de développement (AFD), Gaël Giraud enseigne la théorie des jeux et l'économie mathématique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l'université de Hanoï au Vietnam. Depuis 2007, il est professeur affilié à l'ESCP Europe en économie et finance, et au Tchad où il a fondé le Centre d'accueil des enfants de la rue de Balimba.

### **Denzil Fernandes**

(Indian Social Institute)

Prêtre jésuite, directeur de l'Indian Social Institute (ISI) basé à New Delhi. Son travail de recherche s'oriente autour des questions de discrimination et d'exclusion en Inde, et l'a amené à conseiller des gouvernements et organismes publics indiens.

### **Cécile Renouard**

(Campus de la transition, ESSEC-Paris)

Directrice du programme CODEV « Entreprises et Développement » de l'ESSEC. Elle est professeure d'éthique sociale et de philosophie politique au Centre Sèvres et enseigne à l'École des Mines de Paris. Elle a par ailleurs fondé le Campus de la Transition en 2018.

## **Martine Combemale**

(Ressources humaines sans frontières)

Martine Combemale a créé l'ONG RH sans frontières en 2006. Elle possède plus de vingt ans d'expérience dans la conduite d'audits sociaux, le développement et l'évaluation des méthodes et systèmes de monitoring. Son expérience l'a menée à travailler en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans toute l'Europe, sur les risques sociaux au cœur des chaînes d'approvisionnement de nombreuses entreprises internationales.

## **Paul Dembinksi**

(Observatoire de la Finance)

Docteur en économie politique de l'Université de Genève. En 1989, il fonde Eco'Diagnostic, un institut indépendant de recherche économique à vocation interdisciplinaire. Expert auprès d'organisations internationales (OCDE, CNUCED...), il a fondé l'Observatoire de la finance en 1996. Il est directeur de ce think-tank qui fait le lien entre le monde des techniques et pratiques financières et les exigences du bien commun.

## **Sophie Gaudeul**

(CFDT)

Secrétaire confédérale de la CFDT au sein du service économie et société, porte-parole de la CFDT dans le cadre du dialogue environnemental depuis 2006. Elle est membre du Conseil national de la transition écologique et du Comité de l'économie Verte depuis 2013.

## **Samuel Jubé**

(IEA Nantes)

Docteur en droit privé, il a enseigné à l'Université de Nantes et de Rennes I. Depuis 2018, il est membre permanent de l'Institut d'études avancées de Nantes. Ses travaux de recherche interdisciplinaires portent sur les conditions institutionnelles de la confiance dans le champ économique, et sur une vision novatrice de la normalisation comptable nationale et internationale.

## **Jour 2**

## **Pierre-Michel Menger**

(Collège de France)

Formé à la philosophie (ENS) puis à la sociologie (EHESS), Pierre-Michel Menger a commencé sa carrière de chercheur au CNRS, avant de rejoindre le Collège de France en 2013 comme titulaire de la chaire « sociologie du travail créateur ». De 1993 à 2005, il a dirigé le Centre de Sociologie du Travail et des Arts. Directeur de recherche à l'EHESS et maître de conférences à l'IEP de Paris, il a enseigné les théories et méthodes sociologiques, la sociologie de la consommation, des modes de vie et du travail.

## **Éloi Laurent**

(Observatoire français des conjonctures économiques - Paris)

Docteur en économie, il est spécialiste de macroéconomie européenne et du développement soutenable. Après deux années au cabinet du Premier ministre Lionel Jospin, il enseigne à Sciences Po, intègre l'OFCE puis enseigne à Stanford. En 2013 il est professeur invité au Harvard College.

## **Gilles Vermot Desroches**

(Schneider Electric, directeur du développement durable)

Après une première expérience comme dirigeant d'ONG puis au sein d'un cabinet ministériel, Gilles Vermot Desroches rejoint Schneider Electric pour y créer et développer la Fondation Schneider Electric. En 2000, il prend la direction du département Développement durable global du groupe. Enseignant à Sciences-Po Paris, il est également membre du Conseil national de développement durable et de l'ORSE (Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises).

## **Yves Schwartz**

(Professeur émérite Aix-Marseille Université)

Formé à la philosophie des sciences et des techniques, Yves Schwartz a créé l'Institut d'ergologie à l'Université de Provence. Instruite par une approche du travail élaborée à partir de formations et de recherches de terrain, en coopération avec le monde du travail, la démarche ergologique développe depuis plus de trois décennies une anthropologie philosophique sur les diverses formes d'activité humaine. En 2011, il a analysé avec Dominique Méda et Patrick Légeron les résultats de l'enquête « Quel travail voulons-nous ? » de Radio France. Membre senior de l'Institut Universitaire de France (1993-2003), il est, depuis 2017, membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques.

## **Emilce Cuda**

(Pontificia Universidad Catolica de Argentina)

Professeure-chercheuse en théologie politique à l'Université catholique d'Argentine (UCA), à l'Université de Buenos Aires (UBA) et à l'Université nationale Arturo Jauretche (UNAJ). Professeure invitée au Boston College (États-Unis), elle est conseillère de la Conférence épiscopale latino-américaine dans le domaine de la politique et du travail. Elle est également conseillère aux affaires internationales d'un syndicat argentin (FATERYH).

## **Nayla Ajaltouni**

(Éthique sur l'étiquette)

Spécialiste en économie du développement et des pays du Sud, Nayla Ajaltouni coordonne les campagnes du Collectif « Éthique sur l'étiquette », qui regroupe une vingtaine d'associations de solidarité internationale, de syndicats, de mouvements de consommateurs et d'éducation populaire et œuvre à la promotion du respect des droits de l'Homme au travail dans le monde.

## **Bert de Wel**

(Confédération syndicale internationale)

Économiste de l'écologie, Bert De Wel étudie depuis plus de 25 ans les liens qui existent entre les problèmes sociaux et environnementaux. En 2018, après avoir travaillé pour le syndicat belge ACV-CSC, il a rejoint la CSI comme responsable des politiques climatiques.

## **François Dupuy**

(Sociologue)

Diplômé de l'IEP de Paris et du CFPJ, François Dupuy a travaillé comme chargé de recherche au Centre de sociologie des organisations (CNRS). Il a enseigné à l'INSEAD à la Kelley School of Business de l'Indiana University ainsi qu'en Chine, en Uruguay... Son analyse du management dans *Lost in management* (2011) et *La faillite de la pensée managériale* (2015) a été très remarquée.

## **Véronique Lucas**

(INRA)

Docteure en sociologie rurale, Véronique Lucas a étudié le lien entre agroécologie et gain d'autonomie, à partir des expériences d'agriculteurs organisés en Coopératives d'utilisation de matériels agricoles (Cuma).

## **David Graeber**

(LSE)

Anthropologue et militant américain, et figure de proue du mouvement Occupy Wall Street, il est « l'un des intellectuels les plus influents du monde anglo-saxon » selon le *New York Times*, il est aujourd'hui professeur à la London School of Economics. Ses bestsellers *Dettes, 5000 ans d'histoire* (2013) et *Bullshit jobs* (2018) ont eu un grand retentissement international.

### **Swann Bommier**

(CCFD-Terre Solidaire)

Docteur en science politique de l'IEP de Paris, il a étudié la responsabilité et la régulation des entreprises transnationales. Son travail a été récompensé par le prix de thèse RIODD Vigeo Eiris en 2017. Il est l'auteur, avec Cécile Renouard, de *L'entreprise comme commun. Au-delà de la RSE* (ECLM, 2018), membre du « Campus de la Transition » et chargé de plaider sur les questions de régulation des multinationales au CCFD.

### **Aurore Lalucq**

(Institut Veblen)

Économiste, conférencière et femme politique, Aurore Lalucq est fondatrice et co-directrice de l'Institut Veblen. Spécialiste de la transition sociale-écologique et de la régulation bancaire, elle a notamment écrit avec Jean Gadrey *Faut-il donner un prix à la nature ?* (prix de la Fondation de l'écologie politique 2015). En 2016, elle participe à l'« European New Deal » de Yánis Varoufákis.

### **Johannes Siegrist**

(Université de Düsseldorf)

Sociologue suisse, Il a été professeur de sociologie médicale à la faculté de Médecine de l'Université de Düsseldorf jusqu'en 2012. Il est mondialement connu pour ses recherches sur le stress au travail et sur les inégalités sociales de santé.

### **Blanche Segrestin**

(Mines-ParisTech)

Professeure en sciences de gestion à Mines ParisTech et membre du conseil de la chaire « Théorie et méthode pour un design innovant ». Elle a piloté l'équipe « Gouvernement de l'entreprise, création de commun » du collège des Bernardins.

### **Peter Warrrian**

(Lupina Foundation)

Chercheur à l'Université de Toronto, il est un des experts du secteur de l'acier au Canada, ancien économiste en chef de la province de l'Ontario. Ses recherches actuelles portent sur les réseaux de connaissances, les chaînes d'approvisionnement et la fabrication numérique.

### **Diego Silva**

(Health Science, Fraser University, Vancouver)

Professeur spécialisé en bioéthique et éthique de la santé publique. En lien avec ses recherches, il travaille avec l'Organisation mondiale de la santé.

### **Dominique Lucas**

(Renault)

Diplômée de l'École de management de Normandie, Dominique Lucas est chef de l'équipe de performance environnementale du groupe Renault.

### **Rabbi Awraham Soetendorp**

(Institute for Human Values)

Le rabbin Awraham Soetendorp est un défenseur des droits de l'homme, conférencier, écrivain et militant écologiste primé. Il est notamment membre fondateur de Green Cross International et président de Green Cross Netherlands. Il est cofondateur de la Global Interfaith WASH Alliance, initiative interconfessionnelle mondiale qui lutte pour l'accès de tous à l'eau.

### **Martin Kopp**

(GreenFaith)

Docteur en théologie protestante, il préside la Commission sur l'écologie et la justice climatique de la Fédération française protestante. Responsable du plaidoyer pour la justice climatique de la Fédération luthérienne mondiale, il a pris une part active aux COP19, COP20 et COP21.

### **Elena Lasida**

(Institut catholique de Paris)

Docteure en économie et en théologie, maître de conférences à l'Institut Catholique de Paris, responsable de la chaire "Éthique et finance". Ses domaines de recherche sont l'économie sociale et solidaire, le développement durable, l'économie et la théologie. Elle conseille la Conférence des évêques de France sur les questions d'écologie.

### **Jour 3**

### **Mgr Jorge Lugones**

(Président de la pastorale sociale en Argentine)

Jésuite argentin, évêque depuis 1999, Mgr Lugones a été membre de la commission pour la pastorale aborigène d'Argentine, avant de devenir président de la commission de pastorale sociale. Proche du pape François, il a fait des questions environnementales un thème prioritaire.

### **Mgr Bruno-Marie Duffé**

(Dicastère pour le service du développement humain Intégral)

Secrétaire du Dicastère pour le service du développement humain intégral du Vatican. Docteur en philosophie, il a enseigné dans des universités, accompagné des mouvements (Entrepreneurs et dirigeants chrétiens, CCFD), étudié l'éthique sociale et sanitaire, les droits de l'homme... tout en s'investissant en Haïti et au Rwanda à plusieurs reprises.

### **Dominique Potier**

(Député)

Issu du milieu associatif et de la mouvance chrétienne agricole (MRJC), Dominique Potier suit des études de géographie. Il crée le GAEC du Sillon avec quatre autres agriculteurs, coopérative convertie au bio en 1992. Il est membre du Parti socialiste, élu député de la 5<sup>e</sup> circonscription de Meurthe-et-Moselle lors des élections législatives de 2012, puis réélu lors de celles de 2017.

### **Philippe Portier**

(CFDT)

Secrétaire national de la CFDT depuis 2018, chargé de la politique économique, de l'industrie, de l'évolution des règles du dialogue social, du développement durable et de la représentativité syndicale.

### **Luc Cortebeek**

(Syndicaliste, membre du Conseil d'administration de l'OIT)

Assistant social de formation, il effectue toute sa carrière au sein de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC). En 1983, il en est nommé secrétaire national, puis président. En tant que membre du comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats et vice-président de la Confédération mondiale du travail, il participe en 2006 à la création de la Confédération syndicale internationale. En 2017, il est élu président du conseil d'administration de l'OIT, après y avoir servi plusieurs années en tant que vice-président.

# LES PARTENAIRES



## Organisation internationale du travail (OIT)

Unique agence « tripartite » de l'ONU, fondée en 1919, l'OIT réunit des représentants des gouvernements, employeurs et travailleurs de 187 États membres pour établir des normes internationales, élaborer des politiques et concevoir des programmes visant à promouvoir le travail décent pour tous les hommes et femmes dans le monde. C'est dans le cadre de son centenaire que se tient le colloque.



## Centre de recherche et d'action sociales (Ceras)

Le Ceras est une association fondée par la compagnie de Jésus il y a plus d'un siècle. Jésuites et laïcs y travaillent ensemble pour accompagner les associations engagées dans le champ social, mettre en débat les questions qu'elles portent, notamment à travers la *Revue Projet*. Ses axes de recherche portent principalement sur une transition écologique socialement juste, la place du travail dans la société, l'accueil des migrants, la pensée sociale de l'Église...



## 350.org

350.org est une ONG environnementale internationale, fondée en 2007 aux États-Unis par le journaliste et militant écologiste Bill McKibben. Son action se concentre sur la lutte contre le réchauffement climatique.



## Aggiornamenti sociali

Fondé par des jésuites italiens en 1950, cette revue aborde les questions cruciales de la vie sociale, politique et ecclésiale, en articulant foi et justice chrétiennes. Elle offre des outils pour s'orienter dans un monde en constante mutation, avec une approche interdisciplinaire et un dialogue entre action et réflexion sociales.



## Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne (Basic)

Depuis 2013, le Basic analyse les modes de production et de consommation, leurs impacts sociaux et environnementaux, et évalue les coûts sociétaux liés à ces impacts. Via ses différentes activités, le Basic souhaite contribuer à l'identification des pratiques non soutenables et des alternatives, afin d'éclairer les choix personnels et professionnels.



## Catholic Agency For Overseas Development (CAFOD)

Agence de développement officielle de l'Église catholique d'Angleterre et du Pays de Galles, CAFOD cherche à apporter aux personnes vivant dans la pauvreté une aide concrète, quelles qu'elles soient leur religion, leur culture... CAFOD s'engage pour que chacun puisse vivre pleinement et dignement.



## CCFD-Terre solidaire

Acteur historique du changement dans plus de 63 pays, le CCFD-Terre Solidaire œuvre pour que chacun voie ses droits fondamentaux respectés : manger à sa faim, vivre de son travail, habiter dans un environnement sain, choisir là où construire sa vie... Cet engagement pour plus de justice et de solidarité prend racine dans la pensée sociale de l'Église.



## Centre de recherche et d'action pour la paix (Cerap)

Le Cerap est l'héritier, depuis 2002, de l'Institut africain de développement économique et social (INADES) créé en 1962. Constitué d'un institut universitaire jésuite (Institut de la Dignité et des Droits Humains, IDDH) et d'un Pôle social (Action social en milieu urbain, ASMU), le Cerap œuvre tous les jours à « former tout l'être humain et tout être humain pour le service des autres ».



## Centro Intereclesial de Estudios Teológicos y Sociales - ACT Alliance

Le CIEETS est une organisation œcuménique nicaraguayenne, qui cherche à transformer les situations d'injustice sociale et de pauvreté par la mise en œuvre de projets de formation biblique et de développement communautaire, en mettant l'accent sur le soin de la Création par l'homme. Le CIEETS est membre de l'Alliance ACT, un réseau œcuménique de 144 Églises travaillant dans 100 pays pour un changement durable dans la vie des personnes pauvres et marginalisées, sans discrimination de croyance, d'orientation sexuelle ou de nationalité.





### CIAS por la paz

Œuvre sociale de la Compagnie de Jésus au Mexique, le CIAS rassemble jésuites et laïcs qui, face à la violence, se sont sentis appelés à contribuer à la construction de la paix. Depuis 2013, ils ont mené plusieurs enquêtes et programmes sociaux visant à reconstruire le lien social, la confiance, dans la tradition d'apostolat social des jésuites.



### Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)

La CFTC est une confédération de syndicats de salariés français créée en 1919, qui se réfère à la doctrine sociale de l'Église (DSE). Elle compte aujourd'hui 140 000 adhérents. À la fois la Confédération nationale, la fédération Métallurgie de la CFTC et sa branche des Yvelines sont engagées dans la réalisation de ce colloque.



### Greenfaith

GreenFaith est une coalition interconfessionnelle pour l'environnement qui collabore avec des lieux de culte, des écoles religieuses et des personnes de toutes les confessions pour les aider à devenir de meilleurs gardiens de l'environnement.



### Indian Social Institute (ISI)

L'ISI est un centre jésuite fondé en 1951, aujourd'hui établi à New Delhi. L'institut cherche à construire une société indienne juste, humaine, laïque et démocratique dans laquelle les communautés pauvres et marginalisées ont accès à l'égalité, la dignité, la liberté, la justice, la paix et l'harmonie. Il s'est engagé à promouvoir la transformation sociale par le biais de travaux de recherche, de formation et d'action, de publication et de plaidoyer pertinents pour le développement intégral des communautés marginalisées (intouchables, femmes, minorités, travailleurs sans-terre...).



### Institut Veblen pour les réformes économiques

L'Institut Veblen œuvre pour une société soutenable dans laquelle le respect des limites physiques de la planète va de pair avec une organisation sociale plus solidaire et une économie plus démocratique qu'aujourd'hui. Le pari de l'Institut est d'établir des ponts entre les trois champs que sont la réflexion académique sur l'économie, la définition des politiques publiques et l'expertise technique sectorielle.



### Institute of Environmental Science for Social Change (IESSC)

L'IESSC est un institut jésuite philippin qui promeut la durabilité environnementale et la justice sociale dans le Pacifique asiatique. Il contribue à renforcer les capacités scientifiques qui suscitent l'engagement des citoyens, permettant une réflexion sur notre manière de vivre dans le monde, et de renouveler notre approche spirituelle.



### International Catholic Migration Commission (ICMC)

L'ICMC est une ONG, fondée en 1951 à la suite du déplacement massif provoqué par la Seconde Guerre mondiale. Initiée par les efforts conjoints du pape Pie XII, du futur Paul VI et du laïc américain James J. Norris, la Commission a été créée pour coordonner le travail des organisations catholiques qui répondent aux besoins des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées, et qui défendent leurs intérêts auprès des institutions intergouvernementales et gouvernementales.



### International Young Christian Workers (IYCW)

L'IYCW est une OING de jeunes travailleurs et travailleuses, active dans plus de 50 pays à travers le monde. Il s'agit d'un mouvement par, pour et avec les jeunes travailleurs, hommes et femmes, âgés de 15 à 30 ans. Reposant sur la participation des jeunes à la prise de décisions à tous les niveaux, elle vise à les former, les encourager à prendre des responsabilités, agir pour l'amélioration des conditions de travail et de vie, et créer une société interculturelle où la solidarité et la justice prévalent.



### Jeunesse ouvrière chrétienne France (JOC)

La JOC est un mouvement d'éducation populaire dont les jeunes eux-mêmes sont responsables : son projet éducatif est basé sur l'action et la responsabilisation. Elle donne des clés aux jeunes pour mieux comprendre le monde et pour s'engager dans la société.



### Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC)

Le MCC est un mouvement apostolique de laïcs. Il s'adresse aux cadres et dirigeants engagés dans le monde économique, mais aussi à toute personne exerçant des responsabilités dans la société. Il aide ses membres à vivre l'Évangile dans leur vie professionnelle. Il cherche à construire une société solidaire, en réfléchissant aux manières de réguler le monde économique au service du bien commun.



### Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC)

Le MRJC œuvre pour l'animation et la valorisation des territoires ruraux, en proposant aux jeunes ruraux-ales de 13 à 30 ans de se réunir en équipe à l'échelle d'une ou plusieurs communes afin d'agir ensemble sur leur lieu de vie. Les membres du MRJC organisent donc événements locaux, séjours éducatifs, échanges internationaux et espaces d'échange sur des sujets de société.



### Oxfam France

Oxfam est aujourd'hui l'une des ONG les plus reconnues en matière d'aide d'urgence, mais elle met également en œuvre des programmes de développement à long terme auprès des populations vulnérables. Oxfam France est membre de la confédération Oxfam International, qui mène des campagnes de mobilisation et de sensibilisation, par exemple pour mettre fin aux règles commerciales non équitables, exiger de meilleurs services de santé et d'éducation, et lutter contre le changement climatique.



### Réseau Action Climat

Le Réseau Action Climat est le représentant français d'un réseau mondial et européen d'ONG, qui regroupe près de 1100 membres à travers la planète. Avec pour objectif de parler d'une seule voix pour peser davantage sur les décideurs, le Réseau Action Climat couvre par son travail l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, etc. Il fédère 31 associations nationales et locales françaises.



### RCF

RCF, radio chrétienne francophone, est un réseau de 64 radios locales réparties sur l'ensemble de la France et en Belgique qui accompagne tous les jours 600 000 auditeurs. Elle propose un programme grand public, généraliste, de proximité : information, culture, spiritualité, vie quotidienne.



### Ressources humaines sans frontières (RSHF)

RSHF est une ONG française, créée en 2006 par des professionnels de la RSE et des RH. Sa mission est de promouvoir les droits de l'Homme au travail dans toute la chaîne de sous-traitance, en France et dans le monde. Pour que chacun puisse travailler dignement, RSHF développe des projets-pilotes associant l'ensemble des parties-prenantes et partage ses méthodologies, outils et connaissances avec tous (entreprises, acteurs publics, syndicats, consommateurs...).



### Secours catholique – Caritas France (SC-CF)

Au SC-CF, plus de 68 000 bénévoles et près de 1 000 salariés agissent contre la pauvreté et en faveur de la solidarité, en France et dans le monde. En tant que service de l'Église catholique qui a pour mission de soutenir les plus fragiles, l'association – créée en 1946 – se mobilise sur le territoire hexagonal et outre-mer et apporte son soutien dans plus de 70 pays et territoires en lien avec le réseau mondial Caritas Internationalis. Le Secours Catholique s'attaque à toutes les causes de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion.



### Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD)

TZCLD porte une expérimentation visant à montrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, sans surcoût pour la collectivité, de proposer à tout chômeur de longue durée qui le souhaite un emploi à durée indéterminée en développant des activités utiles et non concurrentes des emplois existants.



### Uniapac, International Christian Union of Business Executives

Fédération d'Associations patronales chrétiennes, Uniapac est un lieu de rencontre international pour 45.000 chefs d'entreprise chrétiens de plus de 40 pays d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.



### Université de Namur

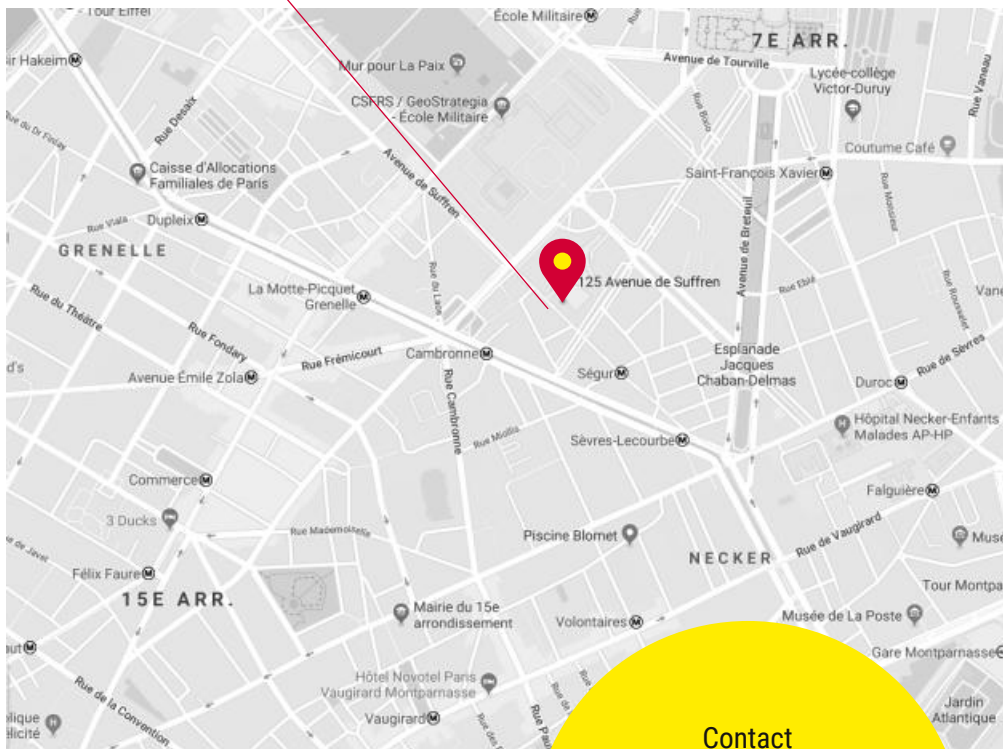
Avec plus de 6200 étudiants, l'Université de Namur joue un rôle moteur dans le développement économique, socio-culturel et scientifique de la Wallonie. Fidèle à son histoire marquée par la tradition humaniste et jésuite, elle se veut « Université hospitalière » engagée dans une démarche d'accueil, d'hospitalité et de valorisation des initiatives en faveur des personnes migrantes. De même, elle s'engage et se mobilise aux côtés de ses étudiants, pour mener des actions en faveur du climat.

Colloque international, ouvert à tous,  
sur inscription obligatoire.  
Traduction simultanée anglais-français.

Siège de l'Unesco  
125 av. de Suffren  
Paris 7<sup>e</sup>

Stations de métro les plus proches

- 6 Cambronne
- 10 Duroc
- 13 Duroc, Saint-François Xavier
- 8 École Militaire



Détail des tarifs :  
**pour l'intégralité du colloque**  
100 € plein tarif  
50 € tarif réduit (chômeurs et étudiants)  
850 € au titre de la formation permanente

**pour une demi-journée :**  
30 € plein tarif ou 15 € en tarif réduit  
À multiplier par le nombre de demi-journées  
auxquelles vous souhaitez assister

Contact  
[ar@ceras-projet.com](mailto:ar@ceras-projet.com)  
Contact presse  
[ldb@ceras-projet.com](mailto:ldb@ceras-projet.com)

inscription gratuite pour les journalistes,  
sur présentation de la carte de presse,  
nous contacter

inscription en ligne  
[travailecologieparis2019.com](http://travailecologieparis2019.com)